

## NOTES RELATIVES À LA SESSION

### LA CRISE FINANCIÈRE : IMPACTS SUR LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Une session portait sur la crise financière et ses impacts sur le financement de l'éducation. John Evans, Secrétaire Général du TUAC (OCDE) était invité à présenter quelques données et indicateurs de l'économie réelle et à introduire les échanges sur le sujet. Première crise de cette envergure dans les pays de l'OCDE depuis 30 ans, les impacts sur l'économie réelle pourraient se faire sentir sur le secteur de l'éducation. On ne doute pas que le secteur privé de l'éducation soit affecté à court terme cependant il est encore difficile de prévoir dans quelle mesure l'éducation publique sera affectée.

Entre autres, on a mentionné que les effets sur l'éducation seraient mixtes et pourraient se faire sentir à plusieurs niveaux. Connaître ce qui s'est passé lors de précédentes récessions pourrait être utile. On avait généralement observé une hausse de la demande pour la formation à l'enseignement au cours de ces périodes.

Au cours de la session, on note les possibles effets suivants de la crise sur l'éducation :

- \* Dépenses publiques augmentées dans d'autres secteurs
- \* Développement de la privatisation
- \* Dangers pour les fonds de pension des personnels et sur les dotations des universités, (leur privatisation même partielle)
- \* Transfert vers les familles de charges présentement prises assumées par les budgets publics
- \* Tension sur les systèmes et suppression de postes
- \* Stagnation voire baisse de l'aide publique dans les pays en développement (rapport lancé à Genève la semaine dernière)
- \* Guerre de la matière grise plutôt que fuite des cerveaux : jeu « perdant perdant »

Au cours des échanges, surgit aussi un commentaire relatif à l'absence de structures de l'ES dans les pays en développement. Sous la pression des organismes internationaux, ceux-ci avaient été incités à adopter des politiques dans ce sens. Récemment l'UNESCO a reconnu l'erreur qui a conduit à ce résultat.

Au cours de la session, on aborde aussi le sujet de la rencontre des ministres de l'éducation des pays de l'OCDE en Norvège. Il y sera question du rôle de l'éducation

dans le développement des sociétés et de solutions à moyen et long terme. Il semble en particulier que le G20 adopte des cibles visant le moyen terme.

**Les thèmes suivants sont abordés lors des discussions :**

Centralité de l'éducation, son rôle crucial

Éducation et formation publique de qualité

Investir dans le (capital humain)

Besoins de réorientation et de perfectionnement dans le cadre de l'éducation tout au long de la vie

Besoins d'enseignants qualifiés

Rôle pour le syndicalisme

Plaider pour la priorité de l'éducation de qualité et que la crise ne serve pas à justifier une réduction des ressources à l'éducation aux niveaux national et international

Lutter contre la commercialisation de l'éducation

Pour aller de l'avant :

Choisir un enjeu, proposer des pistes et obliger les gouvernements à réagir (Weaver)

On souligne que la crise se produit après une longue période d'affaiblissement des états et d'importantes coupures dans les budgets publics afin de réduire les déficits. Défendre une hausse des budgets pour l'éducation publique exige de reconnaître que les investissements dans l'éducation apportent des résultats à long terme, ce qui n'est pas « populaire » dans les milieux politiques qui cherchent des résultats à court terme.

La crise découle de fortes inégalités économiques ». On peut prévoir qu'elle entraînera une augmentation des inégalités. Les politiques qui se déploient actuellement sont donc particulièrement importantes. Le sauvetage d'entreprises aura-t-il des impacts sur les choix budgétaires des gouvernements, notamment ceux de prioriser les cycles primaires et secondaires au détriment de l'enseignement supérieur que l'on pourrait vouloir laisser à la merci du secteur privé. Certains mentionnent l'importance de rétablir des systèmes d'impôts progressifs plus substantiel

On mentionne aussi la nécessité que soient prises des initiatives afin d'empêcher de nouvelles crises.